

# La classe moyenne fait preuve de stabilité

On se lamente souvent sur la situation de la classe moyenne. Les enquêtes statistiques mettent toutefois en évidence la stabilité de cette population à revenus moyens en Suisse ces dernières décennies. *Christian Frey, Christoph A. Schaltegger*

**Abrégé** Les données relatives à la répartition des revenus font état d'une classe moyenne stable, quels que soient le type de données examinées, la définition du revenu utilisée et l'indicateur de répartition. Les mutations structurelles rapides de l'économie et de la société peuvent s'avérer éprouvantes pour la classe moyenne. Elles ont toutefois été surmontées avec succès jusqu'ici, puisque la classe moyenne ne recule pas. Compte tenu du niveau élevé de protection sociale, d'où vient alors ce sentiment de malaise ? Nous sommes d'avis que la redistribution au sein de la classe moyenne pourrait être à l'origine d'un certain mécontentement. Ce serait le cas, par exemple, lorsqu'en raison de taux marginaux d'imposition effectifs élevés, le travail ne produit qu'un faible revenu librement disponible. Par ailleurs, l'amélioration de la mobilité sociale ne fait pas qu'apporter des chances de promotion ; elle comporte également des risques accrus de recul pour la classe moyenne.

Une grande importance est accordée à la classe moyenne dans le discours politique. Celle-ci est au centre des campagnes précédant les votations. Des interventions parlementaires demandent des rapports sur son érosion alléguée. Le Conseil fédéral est appelé à expliquer pourquoi il n'a pas adopté de stratégie spécifique à ce groupe de population<sup>1</sup>. La quasi-totalité des électeurs estimant appartenir à la classe moyenne, l'imprécision quant à son contenu en fait un outil de communication politique très efficace.

Au vu des mutations structurelles profondes que la numérisation, l'individualisation, le vieillissement démographique et la migration entre autres font vivre à l'économie et à la société, on pourrait supposer que la classe moyenne est la plus menacée financièrement. L'examen des faits montre toutefois qu'elle est, au contraire, restée étonnamment stable ces dernières décennies.

La répartition des revenus peut être mesurée de plusieurs façons. Nous nous concen-

trons ci-après sur trois indicateurs. En tant que mesure générale de l'inégalité, le coefficient de Gini met l'accent sur le centre de la répartition, un coefficient 1 signifiant une inégalité maximale et 0 une égalité parfaite. L'indicateur de polarisation, pour sa part, fait état de la différence moyenne des revenus individuels par rapport à la médiane. La polarisation est ainsi d'autant plus forte que les écarts par rapport à la moyenne sont importants<sup>2</sup>. Le troisième indicateur utilisé est la relation entre les revenus moyen et médian. Pour ce dernier, plus les revenus élevés s'éloignent de la médiane, plus la valeur augmente.

L'AVS détient une base de données couvrant les dernières décennies. Grâce aux cotisations prélevées – sur les travailleurs dépendants ou indépendants –, on peut étudier la répartition des revenus depuis 1981 (voir *illustration 1*). Il en ressort le constat suivant : alors que de façon générale le coefficient de Gini et l'écart entre la médiane et la moyenne augmentent légèrement, la polarisation reste stable. Les revenus élevés ont ainsi légèrement décru sans que les disparités de la classe moyenne ne s'accroissent.

À la différence des données de l'AVS, les statistiques de l'impôt fédéral direct ne limitent pas l'analyse aux actifs, mais permettent de prendre en compte l'ensemble de la population (voir *illustration 2*). En plus des salaires, le revenu imposable comprend ainsi les revenus du capital et de transfert. Ici encore, le coefficient de Gini et le rapport de la moyenne à la médiane montrent une légère augmentation des inégalités depuis 1980. Sur le long terme, ces fluctuations ne semblent toutefois pas insolites. La polarisation des revenus imposables est, quant à elle, stable depuis 1980.

<sup>1</sup> AFC (2015) ; Conseil fédéral (2016).

<sup>2</sup> Foster et Wolfson (2010).





La classe moyenne continuera d'être forte. C'est ce que démontre les recherches statistiques.



## Les données de l'enquête confirment la stabilité

L'enquête sur le budget des ménages (EBM), menée par l'Office fédéral de la statistique (OFS), a fourni de nouvelles données relatives aux revenus. Grâce aux indications détaillées collectées, des ménages de taille différente peuvent être comparés sur une base équivalente et leur revenu disponible déterminé. Ce dernier se calcule en déduisant tous les prélèvements obligatoires (impôts, cotisations sociales et primes d'assurance-maladie) du revenu brut qui comprend, le cas échéant, les revenus de transfert (rentes, prestations complémentaires, indemnités journalières, autres prestations sociales et d'entretien). On constate que l'évolution des trois paramètres de répartition est restée globalement stable depuis 1998 (voir *illustration 3*).

Selon la définition de l'OFS, la classe moyenne comprend tous les ménages disposant d'un revenu brut équivalent compris entre 70 % et 150 % du revenu brut équivalent médian. En 2014, cela correspondait à 57 % de la population. Ce chiffre n'a pas changé depuis 1998. Une approche consiste également à prendre en compte 60 % des effectifs au centre de la population, soit les revenus compris entre les centiles 20 et

80. Ce groupe, qui représente 54 % de l'ensemble des revenus disponibles, est également resté constant entre 1998 et 2014. Indépendamment de la définition donnée de la classe moyenne et de l'approche adoptée pour mesurer la répartition, les données de l'EBM mettent également en évidence une forte stabilité.

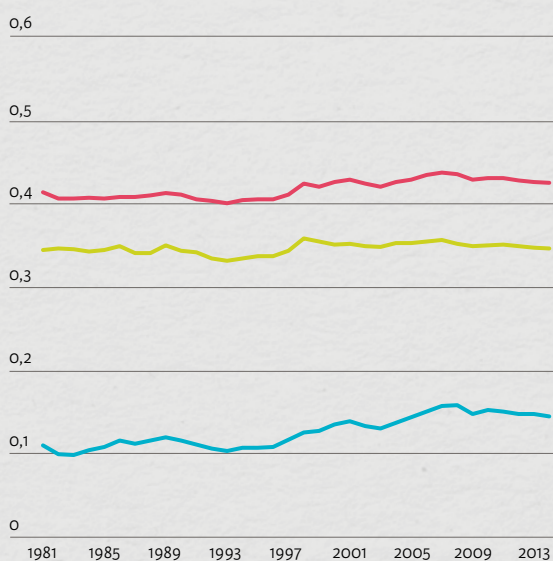
## Augmentation du revenu disponible réel

La classe moyenne n'est pas non plus menacée d'une scission entre pauvres et riches. Parmi les ménages actifs, le rapport entre les revenus des 20 % les plus riches et des 20 % les plus pauvres est constant depuis 1998. Sur la base des statistiques fiscales, la quote-part des personnes les plus riches et la charge qui leur est imposée par l'impôt progressif sur le revenu s'avèrent extraordinairement stables à long terme en Suisse<sup>3</sup>. Les données relatives à la répartition forment ainsi une image cohérente, dont il ressort que ni les plus riches ni les plus pauvres ne perdent de terrain au sein de la classe moyenne.

Une stagnation du pouvoir d'achat pourrait-elle poser problème ? Cette crainte n'est pas non plus confirmée, comme le montre la croissance réelle du revenu disponible brut des mé-

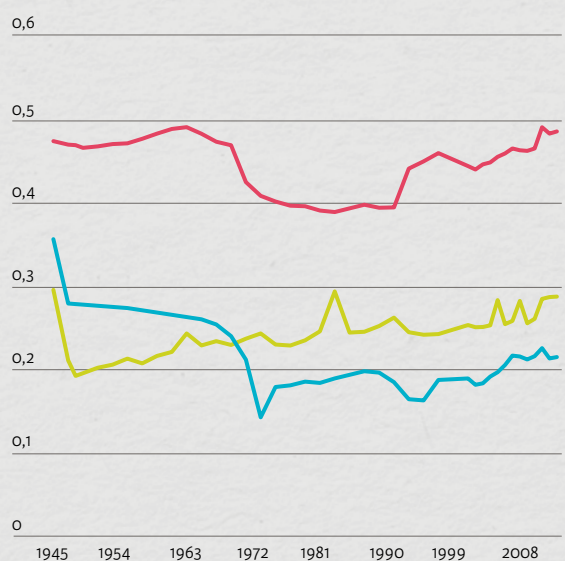
3 Frey et Schaltegger (2016).

III. 1. Inégalités liées au revenu du travail (1981–2014)



■ Coefficient de Gini ■ Polarisation ■ Écart relatif séparant la médiane de la moyenne des revenus

III. 2. Inégalités en lien avec l'impôt fédéral direct (1945–2013)



ILL. 1. STATISTIQUE DES REVENUS AVS; CENTRALE DE COMPENSATION, GENÈVE (2017); CALCULS DES AUTEURS (2016) / LA VIE ÉCONOMIQUE  
ILL. 2. STATISTIQUE DE L'IMPÔT FÉDÉRAL DIRECT; CALCULS DES AUTEURS (2016); POLARISATION SELON GORGAS ET SCHALTEGGER (2014) / LA VIE ÉCONOMIQUE

nages actifs (voir *illustration 4*). Depuis 2000, les revenus de la classe moyenne ont même augmenté plus fortement que ceux des strates inférieures et supérieures. Au sein des déciles moyens (3 à 8), l'augmentation du revenu disponible réel se situe entre 17 et 20 %.

## Un sentiment de disparité

Au vu des statistiques présentées, les nombreuses préoccupations exprimées sur le sort de la classe moyenne ont de quoi étonner. Les appréhensions de la classe moyenne proviennent-elles de la répartition réelle des revenus ? Il ressort d'une comparaison entre plusieurs pays qu'il n'existe presque aucun lien entre les niveaux d'inégalité mesurés et l'inégalité ressentie<sup>4</sup>.

Le sentiment de précarité peut provenir des mutations structurelles de l'économie et de la société. Ainsi, les exigences du marché du travail en matière de formation professionnelle augmentent en raison des progrès technologiques. Par conséquent, le supplément de salaire correspondant à des études de niveau tertiaire (prime de formation) a également augmenté entre 1996 et 2010<sup>5</sup>. La part de salaire correspondant à un diplôme de fin d'apprentissage est, quant à elle, restée presque identique sur cette période.

Grâce notamment au système de formation inclusif suisse, le niveau de la population active est en augmentation constante. Alors qu'en 1996, seul un cinquième des personnes en âge de travailler disposaient d'une formation tertiaire (diplôme de haute école ou formation professionnelle supérieure), elles sont désormais plus de 40 %. L'offre croissante de compétences professionnelles qualifiées produit un effet inverse sur la prime à la formation et donc sur l'inégalité des revenus<sup>6</sup>. Cela engendre toutefois un effet de relégation des couches de la population dont le niveau de formation est moindre.

Les mutations sociales en matière de composition des ménages et de structure de l'activité professionnelle peuvent également influencer le sentiment de la classe moyenne. Alors que la part des ménages d'une seule personne était de 14 % en 1960, elle est désormais de 35 % ; cette catégorie est désormais la plus répandue<sup>7</sup>. À cela s'ajoute le fait que les ménages familiaux comptent de plus en plus de parents célibataires. Le système de répartition interne des ménages, traditionnellement important, fonctionne ainsi de moins en moins.

Par ailleurs, les couples se forment de plus en plus au sein de la même classe de revenus (« assortative mating »). Cette corrélation des sa-

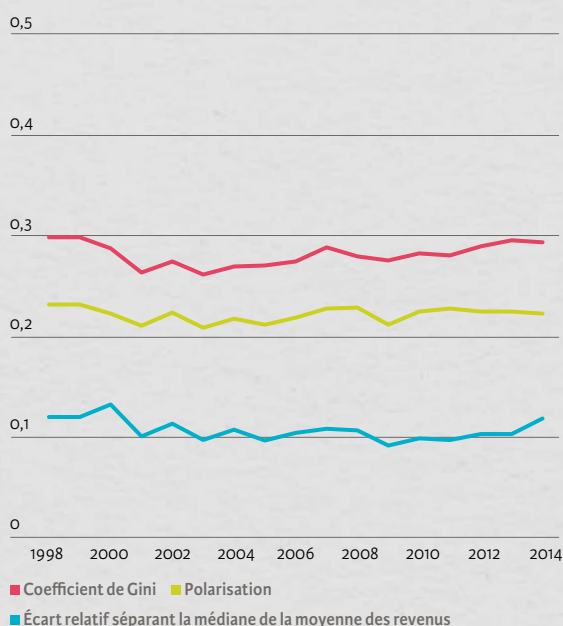
4 Niehues (2016).

5 Favre, Föllmi et Zweimüller (2012).

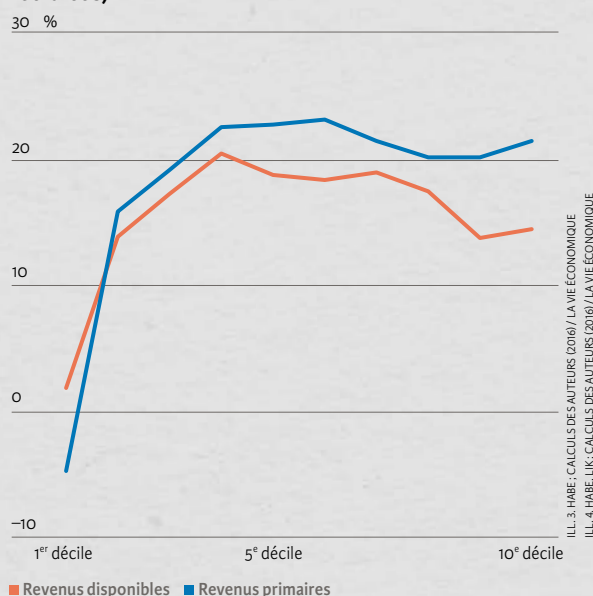
6 Puhani (2005).

7 Morger (2015), p. 19.

III. 3. Inégalités sur la base de l'enquête sur le budget des ménages (1998–2014)



III. 4. Croissance réelle du revenu disponible équivalent de 2000 à 2014 (sans les ménages de retraités)





laire renforce la polarisation au sein des ménages à bas revenus et de ceux à revenus élevés<sup>8</sup>. Parallèlement, le nombre croissant de femmes exerçant une activité professionnelle modifie également les modèles de revenus des ménages formés d'un couple, ce qui augmente encore l'effet de polarisation.

## Une forte redistribution

Les mutations sociales et économiques, telles que le vieillissement de la population, la mondialisation et les flux migratoires, ont un impact sur la situation de la classe moyenne. Elles peuvent engendrer des craintes. Au vu de la stabilité des revenus moyens, ces dernières ne semblent toutefois pas fondées. L'état des conditions économiques et politiques – notamment en matière de formation, de marché du travail et d'assurances sociales – permet visiblement de compenser et de neutraliser efficacement les effets que ces mutations produisent sur la classe moyenne. Le mécontentement pourrait, toutefois, venir de là.

La protection sociale élargie dont bénéficie la classe moyenne lui permet certes de rester stable. La forte redistribution et le nivellement des revenus que cette protection implique peuvent toutefois causer une certaine insatisfaction<sup>9</sup>. C'est en particulier le cas lorsqu'en raison de taux marginaux d'imposition élevés, le travail supplémentaire ne permet d'augmenter que très faiblement le revenu disponible. Les études sur la situation de la classe moyenne doivent ainsi examiner en détail les effets produits par l'impôt et les mécanismes de transfert sur l'incitation au travail.

## Une mobilité croissante

La mobilité croissante des revenus peut aussi expliquer les craintes de la classe moyenne. Les ménages les moins qualifiés de cette catégorie sont ainsi de plus en plus menacés de déclassement par les mutations structurelles en cours. D'autre part, les possibilités de progression pour les classes à revenus faibles se multiplient. La classe moyenne reste ainsi tout à fait stable, bien que sa composition évolue.

Dans la perspective d'une société méritocratique et favorisant l'égalité des chances, l'augmentation de la mobilité est tout à fait positive. Parallèlement, l'insécurité qu'elle engendre peut affecter le ressenti de la classe moyenne. Afin d'explorer cette hypothèse, il serait nécessaire d'analyser en profondeur la façon dont évolue la mobilité des revenus. Les travaux existants permettent uniquement d'estimer le niveau de mobilité sociale. Il faudrait encore étudier la façon dont cette dernière se développe dans le temps<sup>10</sup>.

<sup>8</sup> OCDE (2011), p. 202.

<sup>9</sup> Engler (2011).

<sup>10</sup> De Coulon et Zürcher (2004); Bauer (2006); Moser (2013).



**Christian Frey**  
Assistant scientifique à  
l'université de Lucerne

**Christoph A. Schaltegger**  
Professeur ordinaire d'économie politique à l'université de Lucerne et directeur de l'Institut d'économie financière et de droit financier de l'université de Saint-Gall

## Bibliographie

Administration fédérale des contributions, Érodiert die Mittelschicht? Hintergrundstudie zum Bericht in Erfüllung des Postulats 10.4023 von Susanne Leutenegger Oberholzer, 2015.

Bauer P., *The Intergenerational Transmission of Income in Switzerland: A Comparison between Natives and Immigrants*, WWZ Discussion Paper 0601, 2006.

Conseil fédéral, *Stratégie concernant la classe moyenne, Rapport du Conseil fédéral en réponse au postulat 11.3810 du 22 septembre 2011 déposé par Lucrezia Meier-Schatz*, 2016.

De Coulon A. et Zürcher B. A., «Low Pay Mobility in the Swiss Labour Market», dans D. E. Meulders, R. Plasman et F. Rycx (éds), *Minimum Wages, Low Pay and Unemployment*, 2004.

Engler M., «Redistribution in Switzerland, Social Cohesion or Simple Smoothing of Lifetime Incomes?», *Swiss Journal of Economics and Statistics*, 147(2), 2011, pp. 107–155.

Favre S., Föllmi R. et Zweimüller J., «Entwicklungen auf dem Arbeitsmarkt und die Folgen für das Lohngefüge», dans *Avenir Suisse*, Patrick Schellenbauer et Daniel Müller-Jentsch (éds), *Der strapazierte Mittelstand: Zwischen Ambition, Anspruch und Ernüchterung*, 2012.

Foster J. E. et Wolfson M. C., «Polarization and the Decline of the Middle Class: Canada and the US», *Journal of Economic Inequality*, 8(2), 2010, pp. 247–273.

Frey C. et Schaltegger C. A., «Progressive taxes and top income shares: A historical perspective on pre- and post-tax income concentration in Switzerland», *Economics Letters*, 148, 2016, pp. 5–9.

Gorgas C. et Schaltegger C. A., «Schrumpfende Mittelschicht in der Schweiz?», *Ökonomensstimme*, 17 avril 2014.

Morger M., *Wer, was, wo ist der Mittelstand? – Eine Spurensuche*, 2015, AFC.

Moser P., «Wie durchlässig ist die Gesellschaft?», *info*, 2013/08, 2013, Office de la statistique du canton de Zurich.

Niehues J., «Wahrnehmung und Wirklichkeit – ein internationaler Vergleich», *Wirtschaftsdienst*, 96<sup>e</sup> année, n° 13, 2016, pp. 13–18.

OCDE, *Toujours plus d'inégalité: Pourquoi les écarts de revenus se creusent*, 2012.

Puhani P. A., «Relative Supply and Demand for Skills in Switzerland», *Revue suisse d'économie et de statistique*, 141(4), 2005, pp. 555–584.